

Table des matières

Préface	7
<i>Bruno COLMANT</i>	
Introduction	13
<i>Jacques MALHERBE</i>	
La régionalisation partielle de l'impôt des personnes physiques	17
<i>Jean DE LAME</i>	
Introduction	17
Section 1. Impact du transfert des compétences sur les dépenses des Régions et Communautés	18
Section 2. Nouvelle répartition de l'impôt des personnes physiques entre le fédéral et les Régions	20
Section 3. Quelques scénarios futurs	21
§ 1. Augmentation de la charge fiscale et réduction des allocations et primes	21
§ 2. Différence entre impôt des personnes physiques, impôt des sociétés et impôt des non-résidents	22
§ 3. Importance de la résidence fiscale	23
§ 4. Nouvelles marges de manœuvre à l'IPP	23
Conclusion	24
L'attribution d'une voiture de société est-elle encore attractive?	25
<i>Nicolas de LIMBOURG et Frédéric SOUCHON</i>	
Section 1. Régime fiscal dans le chef des employés et des administrateurs de société	25
§ 1. Généralités	25
§ 2. Calcul de l'avantage en nature	26
§ 3. Exemple	27
§ 4. Questions pratiques	28
Section 2. Administrateur de société agissant par l'intermédiaire d'une société de management	29
ANTHEMIS	235

Section 3. Imposition du travailleur indépendant (n'exerçant pas de mandat d'administrateur de société)	29
Section 4. Déductibilité à l'impôt des sociétés	30
Section 5. Cotisations de sécurité sociale	31
Section 6. Aspects TVA	32
§ 1. Modifications promulguées, en attente de directives pratiques	32
§ 2. TVA sur l'avantage en nature (situation jusqu'en décembre 2011)	34
Section 7. Le coût d'une voiture – le concept de TCO	35
Section 8. Voiture personnelle et remboursement de frais, l'alternative miracle?	36
Conclusion	38
Travailler plus longtemps et lutte contre les abus : les pensions complémentaires n'échappent pas à l'offensive budgétaire	39
<i>Bernard MARISCAL</i>	
Introduction	39
Section 1. Le régime fiscal des cotisations d'un engagement collectif ou individuel de pension	39
§ 1. Dans le chef de l'employeur	39
§ 2. Dans le chef du travailleur ou du dirigeant d'entreprise	41
§ 3. La cotisation sociale de 8,86 %	42
§ 4. Projet de loi-programme : une nouvelle cotisation sociale	42
Section 2. Le régime fiscal des prestations d'un engagement collectif ou individuel de pension	46
§ 1. Les versements périodiques	46
§ 2. Les capitaux	47
§ 3. La rente viagère	51
§ 4. Les participations bénéficiaires	52
§ 5. Révision des taux distincts pour les capitaux	52
Section 3. Externalisation des provisions pour pension	53
§ 1. Notion	53
§ 2. Avantages et inconvénients	54
§ 3. Nouvelle obligation d'externalisation	55
§ 4. Conséquences de l'externalisation sur le plan de la taxe sur les contrats d'assurance	56

Nouveau régime de plus-values sur actions ou parts réalisées par des sociétés et <i>thin capitalisation</i>	57
<i>Marc MARLIÈRE</i>	
Section 1. Régime fiscal des plus-values réalisées par des sociétés sur des actions ou parts	57
§ 1. Principes	57
§ 2. Biens visés	58
§ 3. Plus-values visées	59
§ 4. Régime fiscal antérieur à la loi-programme du 29 mars 2012	60
§ 5. Condition de taxation du régime des «RDT»	61
§ 6. Montant exonéré de la plus-value	63
§ 7. Technique d'immunisation	64
§ 8. Modifications opérées par la loi-programme du 29 mars 2012	64
§ 9. Cas particulier des sociétés de <i>trading</i>	67
Section 2. Rejet des intérêts et règle de <i>thin capitalisation</i>	70
§ 1. Règle originaire	70
§ 2. Conditions d'application avant la loi-programme du 29 mars 2012	71
§ 3. Modifications apportées par la loi-programme du 29 mars 2012	74
Le droit à déduction de la TVA et les immeubles mixtes	79
<i>Marie-Pierre DONÉA</i>	
Introduction	79
Section 1. Champ d'application du nouvel article 45, § 1 ^{er} <i>quinquies</i> , du Code de la TVA	82
Section 2. Champ d'application de l'article 19, § 1 ^{er} , nouveau du Code de la TVA	84
Section 3. Mise à disposition d'un bien d'investissement à un gérant, administrateur, associé ou membre du personnel	84
Section 4. Vente des biens d'investissement	85
Section 5. Entrée en vigueur de l'article 45, § 1 ^{er} <i>quinquies</i> , du Code de la TVA	86
§ 1. Principes généraux	86
§ 2. Biens immeubles acquis avant le 1 ^{er} janvier 2011	86

La nouvelle notion d'abus de droit : outil de la lutte contre la fraude fiscale? Victoire de l'approche économique?	89
<i>Vincent SEPULCHRE</i>	
Introduction	89
Section 1. Les principes d'interprétation du droit fiscal	90
§ 1. Les différentes approches	90
§ 2. Les choix posés par la Cour de cassation belge entre les différentes approches	95
§ 3. L'interprétation selon les réalités factuelles et juridiques, les fictions légales et la norme générale anti-abus	101
Section 2. Les concepts juridiques à l'œuvre dans les limites au principe du choix de la voie la moins imposée	103
Section 3. Le système des anciens articles 344, § 1 ^{er} du CIR et 18, § 2 du C. enr.	109
Section 4. Le système des nouveaux articles 344, § 1 ^{er} du CIR et 18, § 2 du C. enr.	114
§ 1. Les nouvelles dispositions	114
§ 2. Remarques concernant la notion d'abus fiscal	119
§ 3. Remarques sur la conséquence de l'inopposabilité de l'acte ou des actes juridiques en cause	127
§ 4. L'entrée en vigueur des nouveaux articles 344, § 1 ^{er} du CIR et 18, § 2 du C. enr.	132
§ 5. Conclusion	132
Section 5. Les balises des nouveaux articles 344, § 1 ^{er} du CIR et 18, § 2 du C. enr.	133
§ 1. Le principe de la légalité des impôts et taxes, et la prévisibilité de la législation fiscale	133
§ 2. Les garanties procédurales de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme	136
Conclusion	137
Questions d'actualité en matière de recouvrement de l'impôt	139
<i>François STEVENART MEEÛS</i>	
Section 1. Dénonciation de la saisie-arrêt simplifiée en cas de domicile inconnu du redevable	139
Section 2. Nouveau régime visant à obtenir le paiement des dettes fiscales avant toute libération des avoirs revenant à une succession	141

Étendue du contrôle judiciaire et visites domiciliaires en droit fiscal	145
<i>Éric VAN BRUSTEM et François STEVENART MEEÛS</i>	
Introduction	145
Section 1. La protection de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance, et le contrôle juridictionnel effectif des perquisitions	147
§ 1. La protection du domicile	147
§ 2. La jurisprudence de la CEDH	148
§ 3. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle	156
Section 2. Appréciation de l'étendue du droit de visite domiciliaire : un nouveau droit de perquisition ?	163
Conclusion	169
Les opérations de démembrement de la pleine propriété et les cessions de parts de sociétés immobilières face aux nouvelles dispositions générales anti-abus	171
<i>Thierry BLOCKERYE, Pierre-Olivier VAN CAUBERGH et Jean-Pierre NEMERY DE BELLEVAUX</i>	
Introduction	171
Section 1. Dispositions anti-abus « ancienne version »	172
§ 1. Article 344, § 1 ^{er} (ancien) du CIR	172
§ 2. Article 18, § 2 (ancien) du Code des droits d'enregistrement	174
Section 2. Droits réels démembrés et droit civil	174
§ 1. Accession	174
§ 2. Emphytéose	175
§ 3. Superficie	177
§ 4. Usufruit	178
Section 3. Droits réels et impôts directs	181
§ 1. Traitement fiscal en cours de contrat	181
§ 2. Traitement fiscal en fin de contrat	189
§ 3. Tentatives de requalification en impôts directs parfois avec succès	193
Section 4. Droits réels et droits d'enregistrement	197
§ 1. Droit d'usufruit	197
§ 2. Droit d'emphytéose	199
§ 3. Droit de superficie	206
ANTHEMIS	239

Section 5. <i>Share deals</i> – Application de l’article 344, § 1 ^{er} du CIR et de l’article 18, § 2 du Code des droits d’enregistrement ancienne version	209
Section 6. Nouvelles dispositions anti-abus	210
§ 1. Principes	210
§ 2. Analyse de l’impact des nouvelles dispositions anti-abus sur les opérations de démembrement de la propriété	218
§ 3. Conséquences des modifications apportées à l’article 344, § 1 ^{er} du CIR et à l’article 18, § 2 du Code des droits d’enregistrement sur les <i>share deals</i>	225
Conclusion	232